

17 octobre 1961 - 17 octobre 2021 : 60^e anniversaire - Vérité et Justice

17 octobre 2021



Le Communiqué de Solidaires

Massacre du 17 octobre 1961 à Paris : Ne jamais oublier le passé - Regarder le présent

Le 17 octobre 1961 est une date particulière dans l'histoire des horreurs coloniales françaises : une manifestation de soutien des Algérien·nes de France à la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, à Paris, est réprimée par la police, aux ordres du préfet Papon... Des centaines, des milliers selon certains historien·nes, de mort·es, des arrestations et la pratique de la torture par la police française sur des manifestant·es : voilà une partie significative du bilan du 17 octobre 1961.

60 ans après, il reste beaucoup à faire pour la reconnaissance de ces crimes par l'État français et que soient pensées des réparations. Le travail de mémoire et de reconnaissance est primordial, pas de justice sans vérité, et tant que ce travail nécessaire ne sera pas mené à bien, nous continuerons à en subir les conséquences en France comme en Algérie. Lutter contre le racisme et l'exclusion de certaines populations en France, c'est aussi commencer par assumer pleinement les crimes de l'histoire coloniale française. C'est aussi dire ce que fait le pouvoir algérien aujourd'hui, après un an et demi de Hirak, de mobilisation citoyenne massive dans le pays.

Ainsi, le pouvoir algérien ne manquera pas de commémorer à sa façon le massacre du 17 octobre. Mais il le fera sur les cendres du Hirak qu'il réprime de la façon la plus violente aujourd'hui. Le paradoxe de toute commémoration et de tout travail de mémoire réside dans la tentation de l'instrumentaliser politiquement. Alors que le peuple algérien luttait en 1961, et ce depuis 1954, pour son indépendance et

sa liberté, aujourd'hui, le pouvoir aux mains de castes militaires en Algérie prive sa population de liberté. Car, en 2021, après des semaines de mobilisation massive dans le pays, le pouvoir arrête à tour de bras les militant-es et invente, à nouveau, une menace terroriste pour les accuser de tout et de n'importe quoi. Ce qui ne fait pas illusion en Algérie, par ailleurs, mais ce qui, de fait, explique en partie le silence des pouvoirs actuels, en France, dans l'Union Européenne, aux États-Unis..., sur le fait que le pouvoir algérien enferme des prisonnier-es politiques par centaines aujourd'hui.

Il faut donc impérativement rappeler ce qu'ont été les guerres et les occupations coloniales, les exactions de la France en Algérie, mais il faut aussi regarder le présent en face. Ainsi, si Macron a mentionné, en partie, la réalité du pouvoir algérien, comme étant de nature « politico-militaire », confisqué par des castes liées à différents services de l'armée, il reste encore un grand pas à faire :

- pour reconnaître dans toutes ses dimensions l'horreur de la répression sanglante de la manifestation du 17 octobre 1961

- pour dénoncer la répression du Hirak et défendre les prisonnier-es politiques algérien·nes aujourd'hui en prison en Algérie.

Solidaires, comme depuis des années, affirme sa solidarité avec les Algérien·nes qui se souviennent du 17 octobre 1961 et demandent reconnaissance, vérité et réparations.

Solidaires soutien les militant-es du Hirak et les syndicalistes aujourd'hui emprisonné-es ou sur le point de l'être et restera, aux côtés de toutes les organisations attentives à la situation en Algérie actuellement, très vigilante à la suite des événements dans le pays.

L'union Syndicale Solidaires appelle, avec le collectif composé de syndicats et d'associations, à rejoindre la manifestation à Paris, dimanche 17 octobre 2021 à 15h du cinéma Rex au pont Saint-Michel

L'Appel unitaire

17 octobre 1961 - 17 octobre 2021

60^e anniversaire - Vérité et Justice

Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers d'Algériens manifestaient pacifiquement à Paris contre le couvre-feu discriminatoire qui leur avait été imposé par le gouvernement de l'époque dont le Premier ministre, Michel Debré, était hostile à l'indépendance de l'Algérie, et le Préfet de Police Maurice Papon sous ses ordres. Ils défendaient leur droit à l'égalité, leur droit à l'indépendance et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce jour-là, et les jours qui suivirent, des milliers de ces manifestants furent arrêtés, emprisonnés, torturés - notamment par la « force de police auxiliaire » - ou, pour nombre d'entre eux, refoulés en Algérie. Des centaines perdirent la vie, victimes d'une violence et d'une brutalité extrêmes des forces de police parisiennes.

60 ans après, la Vérité est partiellement en marche. Cependant, la France n'a toujours pas reconnu sa responsabilité dans les guerres coloniales qu'elle a menées - en particulier la Guerre d'Algérie - non plus que dans le cortège de drames et d'horreurs qu'elles ont entraînés, comme ce crime d'État que constitue le 17 octobre 1961. Le 17 octobre 2012, le Président de la République (François Hollande) avait certes fait un premier pas important, en déclarant : « Le 17 octobre 1961, des Algériens qui manifestaient pour le droit à l'indépendance ont été tués lors d'une sanglante répression. La République reconnaît avec lucidité ces faits. Cinquante et un ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes. » Mais le terme de crime n'est pas repris, et la responsabilité, sous entendue, n'est pas clairement définie. Nous demandons une parole claire aux autorités de la République, au moment où certains osent encore aujourd'hui continuer à parler des « bienfaits de la colonisation », à célébrer le putsch des généraux à Alger contre la République, à « honorer » les criminels de l'OAS.

Dans ce domaine, il est donc nécessaire que des mesures significatives soient prises :

□ Que la lumière soit faite sur les soi-disant « retours vers leurs douars d'origine » des Algériens survivants du 17 octobre envoyés en fait dans des camps de la mort de l'Algérie coloniale.

□ Que la création d'un lieu de mémoire voué à cet événement, demandée dans la résolution votée par le Sénat en octobre 2012 qui reconnaissait elle aussi ce massacre, soit rapidement mise en œuvre par les

autorités de l'État, de la Ville de Paris et la Région Île-de-France.

□ Pour être fidèles à leur mission scientifique, les historiens ont besoin de pouvoir accéder librement aux archives, échapper aux contrôles des pouvoirs ou des groupes de pression et travailler ensemble, avec leurs collègues algériens

□ La vérité doit être dite sur l'organisation criminelle de l'OAS que certains au sein de la droite et extrême droite politique veulent réhabiliter.

□ Faute d'une telle reconnaissance, le système de ce type de violence policière se reproduit.

Ce n'est qu'à ce prix que pourra disparaître la séquelle la plus grave de la Guerre d'Algérie, à savoir le racisme, l'islamophobie et les discriminations dont sont victimes aujourd'hui nombre de citoyennes et citoyens, ressortissants d'origine maghrébine ou des anciennes colonies, y compris sous la forme de violences policières récurrentes, parfois meurtrières.

On ne construit pas la démocratie sur des mensonges et des occultations. Après plus d'un demi-siècle, il est temps :

□ Que le Président de la République, au nom de la France, confirme, par un geste fort, la reconnaissance et la condamnation de ce crime d'État. Comme il l'a fait en septembre 2018 pour l'assassinat de Maurice Audin, et en mars 2021 pour celui de maître Ali Boumendjel par l'armée française et pour l'existence d'un système de torture généralisé. Cette reconnaissance doit s'étendre aux milliers d'Algériens qui en ont été victimes (voir le site www.1000autres.org)

□ Que l'État français reconnaisse sa responsabilité dans l'internement arbitraire, pendant la Guerre d'Algérie, d'Algériens dans des camps ;

□ Que la liberté d'accès aux archives soit effective pour tous, historiens et citoyens ;

□ Que la recherche historique sur ces questions soit encouragée, dans un cadre franco-algérien, international et indépendant.

□ Qu'une loi de réparation soit mise en œuvre.

Manifestation à PARIS

dimanche 17 octobre 2021 à 15h

du cinéma REX au pont Saint-Michel

Organisations Signataires :

Associations :

17 octobre contre l'oubli, 4ACG (Anciens appelés en Algérie et leurs ami·e·s contre la guerre), ACCA (Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui), ACDA (Association pour le Changement et la Démocratie en Algérie), ACORT (Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie), ADM (Action Droits des Musulmans), ADTF (Association Démocratique des Tunisiens en France), Africa 93, Algeria Democracy, AlternaCultures, AISDPK (Association Informations et Soutien aux Droits du Peuple Kanak), AMF (Association des Marocains en France), Ancrages, ANPNPA (Association Nationale des Pieds-Noirs Progressistes et leurs Amis), ANPROMEVO (Association nationale pour la protection de la mémoire des victimes de l'OAS), APCV (Agence de Promotion des Cultures et du Voyage), APEL-Égalité, ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants), ASDHOM (Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc), Association de Jumelage Rennes-Sétif, Association des Ami.e.s de Maurice Rajsfus, Association Josette et Maurice Audin, Association Rencontres Marx, ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins de France), ATTAC, Au nom de la mémoire, CCAF PACS (Comité de Citoyens Algériens en France pour une Assemblée Constituante Souveraine), CEDETIM (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), collectif du 17 octobre 1961 Marseille, Collectif Faty KOUMBA (Association des Libertés - Droits de l'Homme et non-violence), Comité Adama, Coordination nationale Pas sans Nous, COPERNIC, CPSLD (Collectif pour une Syrie Libre et Démocratique), Comité Montreuil Palestine, Comité Vérité et Justice pour Charonne, CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement), CRLDHT (Comité pour le Respect des Libertés et des Droits de l'Homme en Tunisie), CVPR PO (Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient), D'ailleurs Nous Sommes d'Ici 67, Debout l'Algérie, EPP (Enseignants Pour la Paix), Entre les lignes entre les mots, ESSF (Europe solidaire sans frontières), FARR (Franco-Algériens Républicains Rassemblés), FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou·te·s les Immigré·e·s), Fédération

nationale de la Libre Pensée, Femmes Plurielles, FFF (Fondation Frantz Fanon), FIDH (Fédération Internationale pour les Droits Humains), Fondation Copernic, FTCT (Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives), GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigré·e·s), Graines Pop Des Luites, Histoire coloniale et postcoloniale, IDT (Immigration Développement Démocratie), Institut Mehdi Ben Barka - Mémoire Vivante, Inter réseau - Mémoires Histoires, ITS (Institut Tribune Socialiste - histoire et actualité des idées du PSU), LDH (Ligue des Droits de l'Homme), Le Mouvement de la Paix, Les Amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs Compagnons, Les Oranges, les Oranges Epinay, Les Oranges Montreuil, Memorial 98, MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples), Per a Pace (Association Corse), Pour la Mémoire, contre l'oubli, PUNA (Pour Une Autre Algérie), RAAR (Réseau d'Action contre l'Antisémitisme et tous les Racismes), Réseau Féministe Ruptures, Réseaux d'Entraide Vérité et Justice, Riposte Internationale, SOS Racisme, Survie, UAVJ (Une Autre Voix Juive), UJFP (Union Juive Française pour la Paix), Vies Volée, ZSP (Zone de Solidarité Paris 18e)

Organisations Syndicales :

FIDL (Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne), Fédération SUD éducation, FSU (Fédération Syndicale Unitaire), MNL (Mouvement National Lycéen), SNES-FSU (Syndicat National des Enseignements Secondaires), SNPES-PJJ/FSU, SNUIPP-FSU, Solidaires (Union Syndicale Solidaires), UNEF (Union Nationale des Étudiant·e·s de France), URIF-CGT (Union Régionale Île-de-France CGT)

Partis Politiques :

EELV (Europe Écologie Les Verts), ENSEMBLE !, GDS (Gauche démocratique et sociale), Génération·S, La Jeune Garde (Lyon, Strasbourg & Paris), LFI (La France Insoumise), NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), PCF (Parti Communiste Français), PEPS (Pour une Écologie Populaire et Sociale), PG (Parti de Gauche), UCL (Union communiste libertaire)

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Mobilisations nationales >

- Adresse de cet article :

<https://ancien.solidaires.org/17-octobre-1961-17-octobre-2021-60%E1%B5%89-anniversaire-Verite-et-Justice>